

# LE GASPILLAGE DES SAVOIR-FAIRE ET DES RESSOURCES HUMAINES

Pascal Bergeret, *CIHEAM*  
Nora Ourabah Haddad, *FAO*  
Rodrigo Castañeda Sepúlveda, *FAO*

La troisième partie de cette édition de *Mediterra* traite d'un sujet rarement abordé, et pourtant déterminant : le gaspillage des savoirs et des ressources humaines. Elle postule qu'une somme importante de savoirs existe de par le monde, que de nouveaux se constituent en permanence, et que l'un des accélérateurs du développement réside dans notre capacité collective à mieux ajuster les savoirs disponibles, ou en voie de constitution, aux besoins des populations, en particulier des plus démunies, elles-mêmes source de savoirs, mais dont les capacités sont aujourd'hui sous-valorisées.

Ce chapitre évoque la manière dont les savoirs agricoles et alimentaires se sont historiquement constitués sur le temps long. Il montre comment la démarche scientifique a accéléré le développement des savoirs et leur mobilisation en faveur du progrès technique, et comment l'industrialisation de l'agriculture et des systèmes alimentaires ainsi que la mondialisation des échanges ont produit des déséquilibres qui menacent aujourd'hui certains savoirs traditionnels.

S'intéresser à ces dimensions cognitives apparaît fondamental. En effet, la redécouverte, la sauvegarde et la mobilisation des savoirs empiriques locaux, hybridés avec les savoirs scientifiques dans de nouveaux systèmes de connaissance et d'innovation, apparaissent actuellement, avec la mise en œuvre de politiques inclusives, comme des leviers efficaces et nécessaires à la résorption des inégalités, du chômage, notamment des jeunes, et à la consolidation d'une dynamique de développement agricole et rural capable de répondre aux enjeux multiples de l'époque.

## La lente constitution des savoirs agricoles et alimentaires

Le stock de savoirs agricoles mondiaux constitue aujourd'hui un patrimoine humain irremplaçable. Depuis la Préhistoire, nourriture et civilisation vont de pair. La sécurisation et l'amélioration des régimes alimentaires ont de tout temps progressé grâce à l'ouverture à de nouveaux savoirs. L'invention de l'agriculture au Néolithique, il y a dix mille ans, à partir de quelques foyers dont l'un des principaux se situe au Moyen-Orient, associée à l'essor démographique de l'espèce humaine et à sa sédentarisation, est le fruit d'une lente et longue accumulation de savoirs fondée sur l'observation de la morphologie et de la biologie de plantes de cueillette (céréales et légumineuses notamment) dont les graines destinées à la consommation alimentaire ont progressivement été utilisées comme semences. Les débuts de l'élevage prouvent également une grande connaissance de la biologie de certaines espèces sauvages, de leur comportement et de la qualité de leurs produits (viande, lait, peau) en vue de leur domestication.

Le génie humain a permis à la quasi-totalité des écosystèmes terrestres (à l'exception des plus extrêmes, comme ceux des pôles ou des très hautes montagnes) d'être exploités par l'adoption de formes d'agriculture et d'élevage adaptées. S'est ainsi constituée au fil des âges une énorme base de savoirs agricoles et alimentaires, grâce à une longue observation des milieux naturels et des mécanismes écologiques propices à l'agriculture et à l'élevage. On parle volontiers de nos jours de savoirs écologiques, au fondement des pratiques agricoles et d'élevage, révélant une connaissance fine de la biodiversité et des équilibres au sein des écosystèmes.

Très tôt, des échanges de produits agricoles sur de longues distances ont permis la confrontation de savoirs entre différentes régions du monde. Que l'on pense à l'âge du bronze méditerranéen (II<sup>e</sup> millénaire avant J.-C.) avec ses échanges de produits agricoles attestés entre les civilisations de la période minoenne, puis mycénienne dans l'aire hellénique, l'empire hittite basé en Anatolie, l'Égypte et les pays du Levant. Plus tard, au Moyen Âge, du fait des croisades ou *via* les jardins d'horticulteurs musulmans en Andalousie ou en Sicile, plusieurs espèces ont été transférées du Moyen-Orient vers l'Europe, entre autres, le riz, le coton, le sarrasin, la canne à sucre, le mûrier, le ver à soie, les asperges, les laitues, les aubergines, les courges et les melons, les poires et les prunes, les pêches.

Depuis la période néolithique, l'histoire de l'agriculture et de l'alimentation est ponctuée de phases d'accélération que l'on peut qualifier de révolutions agricoles, séparées par de longues périodes, non pas d'immobilisme, mais de transition, au cours desquelles la révolution suivante se prépare. Marcel Mazoyer et Laurence Roudart (1997) ont bien analysé cette différenciation des systèmes agraires au cours des âges : abattis brûlés des zones forestières et systèmes post-forestiers de savanes, systèmes agraires hydrauliques (Mésopotamie, vallée du Nil), systèmes agraires de montagne (système inca par exemple), systèmes agraires à jachère et culture attelée des régions tempérées de l'Antiquité méditerranéenne, systèmes à jachère et culture attelée lourde du Moyen Âge dans l'Europe du Nord-Ouest, abandon de la jachère dans les régions tempérées

au cours des temps modernes (du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle), développement de la mécanisation liée à la révolution industrielle dans les régions riches au XIX<sup>e</sup> siècle, et enfin révolution agricole du XX<sup>e</sup> siècle avec la motorisation de l'agriculture et l'emploi intensif d'intrants de synthèse (engrais, produits phytosanitaires).

Chacune de ces révolutions marque l'apparition de formes différentes d'agriculture et la mobilisation de nouveaux savoirs pour la production de techniques dont la propagation s'appuie sur des changements économiques et sociaux affectant l'ensemble de la société, y compris hors du secteur agricole. Ainsi, l'extension de la mécanisation à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, en Europe et en Amérique du Nord principalement, puis plus tard de la motorisation fut permise par la révolution énergétique (hydraulique, machine à vapeur), elle-même à la base de la révolution industrielle dans ces régions du monde. Désormais, savoirs agricoles et industriels sont intimement liés et évoluent de concert : l'industrie demande un volume croissant de produits agricoles pour ses filatures, ses sucreries, etc., et l'agriculture se modernise très rapidement au rythme des progrès de l'industrie mécanique (motorisation) et chimique (engrais, produits phytosanitaires). La science triomphante donne à cette époque un cadre uniforme et homogène à ces savoirs, ce qui a pour effet d'accélérer le progrès technologique. L'industrialisation des économies européennes et nord-américaines associée à l'exode rural en Europe a permis en retour un agrandissement des structures agricoles qui, avec le progrès technique, a généré des gains de productivité très importants.

Aujourd'hui, une nouvelle révolution agricole se joue sous nos yeux, avec l'entrée de nos sociétés dans l'ère de la bio-économie où la biomasse devient une matière première pour les industries de pointe (matériaux, carburants, chimie verte), au sein de systèmes agro-industriels requérant toujours plus de savoirs. L'agriculture mondiale se caractérise essentiellement par son hétérogénéité et une très grande divergence entre les différents types de système agraire. Après la décolonisation et les indépendances, l'industrialisation de l'agriculture a surtout concerné les riches économies occidentales et très faiblement les pays tropicaux. L'agriculture africaine est restée très majoritairement une agriculture de la houe ou, par endroits, de la traction animale. Cette petite agriculture familiale à faibles niveaux d'intrants constitue pourtant un réservoir précieux de savoirs écologiques locaux. Elle possède de fait des capacités d'adaptation et une flexibilité que n'a pas l'agriculture industrialisée (cf. *infra*). Ces caractéristiques sont un atout, au moment où nous prenons conscience des inconvénients et de la grande vulnérabilité des systèmes agricoles industriels face aux défis des changements climatiques, de la destruction des ressources naturelles (sols, biodiversité) et de la rareté croissante des ressources en eau. La fragilisation croissante de la petite agriculture familiale, qui, malgré une vitalité certaine, résiste difficilement à la concurrence de l'agriculture industrielle au sein de l'économie globalisée, et l'érosion de ces savoirs agroécologiques locaux sont donc très préoccupantes. Il est impératif de contrer cette tendance au gaspillage qui menace la diversité des systèmes agricoles et alimentaires et leur durabilité.

## Menaces sur les savoirs liés aux pratiques traditionnelles et durables

### Des agricultures multiples

L'avènement de l'agriculture industrialisée insérée dans des marchés de plus en plus mondialisés pose la question de la préservation et de la survie des savoirs locaux le plus souvent produits par les agricultures familiales. L'adaptation de ces dernières aux conditions locales offre en effet un réservoir de savoirs parfois anciens puis enrichis par les échanges et les migrations, qu'il est impératif de sauvegarder et d'adapter à l'évolution du monde. Il ne s'agit nullement ici d'opposer agricultures industrialisées et agricultures familiales mais bien de poser la question du respect de la diversité sous le signe de la durabilité. La différence majeure entre ces deux types de production agricole réside entre autres dans le fait que l'agriculture industrialisée s'appuie sur une main-d'œuvre salariée et que la totalité de la production est destinée au marché, quand les agricultures familiales sont en revanche, plus qu'un modèle de production proprement dit, l'expression d'un style de vie.

Bien que difficiles à définir en raison de leur diversité, les agricultures familiales peuvent être qualifiées de « mode d'organisation dans lequel la production agricole, forestière, halieutique, pastorale et aquacole est gérée et exploitée par une famille et repose principalement sur la main-d'œuvre familiale, à la fois féminine et masculine. La famille et l'exploitation sont souvent liées, évoluent ensemble, et remplissent des fonctions économiques, environnementales, sociales et culturelles<sup>1</sup> ». En dépit de leur prédominance – plus de 513 millions d'exploitations sur un total de 570 millions, représentant 80 % de la valeur de la production alimentaire mondiale (FAO, 2014a ou 2014b) –, les formes d'agriculture familiale sont souvent considérées comme des survivances destinées à s'éteindre ou même des concurrents à éliminer, en fonction du contexte et de l'histoire agraire dans lesquels elles sont insérées. Dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient, elles représentent 85 % du total des exploitations, et 40 % de la population de la région est composée de communautés rurales dont les moyens de subsistance sont directement ou indirectement liés à l'agriculture, principalement de type familial. En même temps, il est important de souligner que la grande majorité des personnes vivant dans la pauvreté dans la région sont des agriculteurs familiaux. En outre, les femmes jouent dans ce type d'agriculture un rôle prédominant. Dans les pays en développement, elles constituent 43 % de la main-d'œuvre agricole, produisant ainsi une très grande partie des cultures vivrières mondiales. Elles sont pourtant loin d'accéder aux ressources productives au même titre que leurs homologues masculins (FAO, 2010-2011).

Selon le recensement agricole de 2010, les exploitations familiales du sud de l'Europe sont dominantes aussi bien en nombre (12,2 millions d'exploitations représentant 97 % du total des exploitations agricoles) qu'en termes d'emploi agricole (86,2 % de la main-d'œuvre agricole régulière). De leur côté, les modes de production non

---

1 - D'après le comité de pilotage international établi lors de l'Année internationale de l'agriculture familiale en 2014.

familiaux insérés dans les marchés mondiaux ont émergé sous l'influence de quatre phénomènes principaux : la financiarisation, l'urbanisation, la mondialisation des échanges et le développement de standards de mise en marché.

Les modèles de production familiaux et non familiaux se sont, au fil du temps, soit juxtaposés de façon complémentaire, soit concurrencés, sur l'accès au foncier notamment. La diversité des liens entre les deux agricultures oblige à reconnaître la diversité des situations. Les choix politiques, quant à eux, déterminent le développement de tel ou tel type de forme de production (Marzin *et al.*, 2014). La dualité des systèmes agricoles se retrouve également en Méditerranée aussi bien en Afrique du Nord et Moyen-Orient qu'en Europe du Sud. Les agriculteurs familiaux y sont majoritaires en nombre et les grandes exploitations « industrielles » (Hervieu et Purseigle, 2013) dominant en termes de surface cultivée. Les exploitations familiales ont tendance à produire pour leur propre consommation, contrairement aux grandes exploitations modernes qui fournissent les marchés nationaux et internationaux en produits alimentaires. Cette dualité est le résultat de choix de politiques agricoles en faveur du développement d'agricultures modernes à grande échelle ayant tendance à uniformiser les savoirs, au détriment des savoirs locaux.

La diversité des agricultures familiales reflète celle des milieux naturels dans lesquels elles sont implantées. Elles contribuent de façon variable à la gestion des systèmes écologiques et sociaux, s'adaptant ainsi aux contraintes locales tout en valorisant au mieux les ressources disponibles (Feintrenie et Affholder, 2014). Les territoires et terroirs constituent leurs socles. Les agricultures familiales ont occupé selon Max Weber une place croissante en raison de l'accès au marché lié à la proximité des villes. Malgré la tendance mondiale à l'industrialisation de l'agriculture, elles continuent de subsister. Plusieurs facteurs expliquent cette résistance, notamment leur capacité à s'intégrer aux marchés en répondant à une demande alimentaire locale en croissance.

Elles parviennent également à résister grâce aux économies d'échelle qu'elles réalisent lorsqu'elles se structurent en organisations professionnelles efficaces et qu'elles s'investissent dans l'aval des filières. Elles peuvent alors exprimer tout leur potentiel, à la fois comme modèle de production moderne et comme réservoir de savoirs locaux. En assurant leur intégration en amont et en aval de la production, ces organisations professionnelles agricoles leur permettent de surmonter collectivement les défis auxquels elles sont individuellement confrontées, à savoir la mondialisation des systèmes alimentaires, les effets du changement climatique, le manque d'accès aux services financiers, aux marchés et aux ressources de production. Elles compensent par ce biais l'incapacité des politiques à répondre à leurs besoins spécifiques.

En Méditerranée comme dans toutes les régions du monde, les organisations de producteurs autonomes et les projets communs qu'elles développent ont besoin d'être soutenus afin de maintenir leur place dans des systèmes alimentaires de plus en plus complexes. En renforçant leur pouvoir économique, leur efficacité et leur autonomie, les agriculteurs familiaux organisés pourront acquérir un poids politique et participer de façon effective aux processus de prise de décision. Ils ont donc non

seulement besoin d'un appui pour renforcer leurs capacités organisationnelles mais également d'un cadre institutionnel porteur, législatif et politique, pour que leurs organisations se développent dans les meilleures conditions et de façon autonome.

## Les savoirs écologiques liés à la pêche et à l'aquaculture

Selon le dernier rapport sur la situation des pêches et de l'aquaculture dans le monde, les pêches, et en particulier la pêche artisanale et l'aquaculture, contribuent de façon importante à l'élimination de la faim, à la promotion de la santé et à la réduction de la pauvreté dans le monde. La consommation mondiale de poisson connaît une augmentation sans précédent. Ce secteur est aussi pourvoyeur de richesses en créant de l'emploi dont la croissance a été plus rapide que celle de la population mondiale. Des dizaines de millions d'individus vivent de la pêche et de l'aquaculture qui assure l'alimentation de centaines de millions d'individus : 10 à 12 % de la population mondiale en dépend pour leur subsistance. Selon la FAO (2014), le secteur mobilise 4,4 % des 1,3 milliard de personnes qui forment la population active du secteur agricole mondial (contre 2,7 % en 1990). En 2012, les femmes représentaient plus de 15 % des personnes travaillant directement dans le secteur primaire de la pêche.

La pêche et l'aquaculture ne présentent pas qu'un intérêt purement économique. Elles procurent des bienfaits sociaux et environnementaux et offrent ainsi une source de prospérité durable. La pêche artisanale, au même titre que les agricultures familiales, se distingue par sa dimension sociale et son souci des équilibres environnementaux. Elle est donc elle aussi porteuse de savoirs écologiques. Dans le but de préserver les écosystèmes et les savoirs locaux traditionnels, la FAO promeut une gestion socio-économique durable des ressources aquatiques au travers d'une initiative en faveur de la croissance bleue. Une telle gestion est axée sur la pêche de capture, l'aquaculture, les services éco-systémiques, le commerce et la protection sociale des communautés côtières. L'initiative recherche l'équilibre entre impératif de croissance et nécessité de conservation, mais aussi entre pêche industrielle et artisanale et aquaculture. C'est une approche intégrée qui associe toutes les parties prenantes, l'objectif ultime étant de satisfaire les besoins des communautés de pêcheurs et d'éleveurs de poisson et de leurs organisations, en donnant aux organisations de la société civile et aux pouvoirs publics un pouvoir d'action plus important à travers le renforcement de leurs capacités et l'amélioration de l'environnement institutionnel.

La pêche artisanale contribue à la lutte contre la pauvreté et à la sécurité alimentaire dans le monde. Afin de soutenir les efforts des communautés vulnérables d'artisans pêcheurs et de protéger leurs moyens d'existence, la FAO a activement soutenu l'élaboration de directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale. Elle encourage et soutient les différents acteurs publics et non étatiques par la mise en œuvre de « directives pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts » en sensibilisant les différentes parties prenantes et en facilitant le dialogue entre elles. Le CIHEAM s'associe à cet effort.

## Érosion des savoirs alimentaires

La baisse des coûts de transport et la diffusion des technologies de conservation alimentaire, éléments majeurs de la globalisation, mettent progressivement fin à l'ère de l'alimentation comme « fait social global » (Mauss, 1950). Fondamentalement, les pratiques alimentaires sont un miroir des sociétés et de leur insertion dans leur milieu naturel, la cuisine assurant l'articulation entre nature et culture (Levi-Strauss, 1968). Dans bien des endroits de la planète, une part importante de l'alimentation se compose encore de ressources produites localement et reflète un ordre social, jusque dans la mise en scène des repas. Les pratiques alimentaires sont chargées de symboles, marquées par les injonctions religieuses (tabous, interdits, jeûnes ou repas de fêtes). Les voyageurs peuvent se rendre compte de l'immense diversité des modes alimentaires régnant sur la planète. Les populations s'accommodent souvent de régimes alimentaires monotones, quand elles ne doivent pas composer avec l'alternance de périodes d'abondance et de rareté des aliments, voire de disette. Nous l'avons déjà noté, il y a toujours eu des emprunts entre cuisines du monde, à la faveur de l'acclimatation de plantes ou d'animaux exotiques (au temps des croisades, des Grandes Découvertes, etc.), mais ces emprunts furent rares et forts lents. Ils n'ont pas déstabilisé la matrice originelle des alimentations locales mais les ont enrichies en leur offrant de nouvelles possibilités.

Depuis un siècle et demi, l'industrie agroalimentaire offre à une part croissante de la population mondiale des possibilités alimentaires auparavant inimaginables. Ce mouvement s'accélère depuis quelques décennies avec la mise à disposition, à faible coût, d'aliments nouveaux et faciles d'emploi. Il va de pair avec l'implosion des anciens modes de vie, amorcée en Occident au XIX<sup>e</sup> siècle et qui aujourd'hui se généralise. Une partie de la nourriture est maintenant produite et distribuée à l'échelle mondiale selon des principes obéissant aux normes industrielles (standardisation des produits, des normes sanitaires, des procédés et de la distribution). À la situation ancienne caractérisée par une grande uniformité alimentaire locale et une très forte diversité mondiale se substitue une situation inverse de diversification des possibilités alimentaires individuelles et d'uniformisation planétaire (Rasse et Debos, 2006). Avec l'urbanisation croissante, c'est un marché colossal de plus de 4 milliards de consommateurs qu'il faut satisfaire quotidiennement. La cuisine devient industrielle et technologique, disqualifiant les savoirs culinaires locaux.

Bien entendu, dans cette confrontation entre uniformisation et particularismes alimentaires, des formes de résistance persistent ou émergent. La prolifération des fast-foods ouverts en continu n'a pas éliminé les restaurants qui proposent à heures fixes des plats encore typés. La tradition des repas pris en famille ou des repas de fêtes perdure. Les pratiques alimentaires observées lors de la période du ramadan ont regagné en vigueur au cours de la dernière décennie. Les signes de qualité qui lient produits et terroirs (AOC, AOP, IGP) se multiplient. Des circuits agroalimentaires alternatifs se développent (commerce équitable, circuits courts, association pour le maintien d'une agriculture paysanne [AMAP]). La gastronomie française et la diète méditerranéenne ont été inscrites au patrimoine de l'humanité par l'UNESCO.

Force est de constater cependant que ces formes de résistance ne concernent que quelques niches, souvent associées à un pouvoir d'achat élevé. Certes, en Afrique, la mondialisation alimentaire n'a pas encore submergé les pratiques locales et n'a pas encore, par exemple, éliminé l'attiéké abidjanais, la thiéboudienne dakaroise ou le ndolé de Douala. Mais la tendance lourde est bien à l'uniformisation. Dans les grandes surfaces, 20 % des produits les plus vendus constituent à eux seuls 80 % des ventes de produits alimentaires. Le *hard discount*, qui séduit de plus en plus de consommateurs européens, ne propose que 10 % des produits vendus dans les supermarchés (Rasse et Debos, 2006). Pour les populations pauvres, où qu'elles soient, consommer cette alimentation de masse, industrielle et planétaire, c'est s'exposer au risque de surpoids et d'obésité. Selon l'OMS, le taux d'obésité dans le monde a doublé entre 1980 et 2008, date à laquelle on dénombre 500 millions d'adultes obèses (11 %), 1,4 milliard d'adultes (35 %) et 44 millions d'enfants (6,7 %) en surpoids. En 2030, le nombre d'adultes en surpoids devrait atteindre les 3,3 milliards. Ce phénomène n'épargne pas les pays méditerranéens. En Égypte par exemple, les trois quarts des femmes sont en surpoids et un tiers des enfants souffre de retard de croissance, tandis que la malnutrition infantile s'est remise à augmenter depuis 2003 (Al-Riffai, 2015). La « modernisation alimentaire » ne cesse de progresser en Algérie, surtout parmi les populations jeunes et urbaines, masculines et féminines, avec une augmentation régulière de la consommation d'aliments industriels : pain de boulangerie, boissons gazeuses, friandises, aliments frits et desserts lactés. On y observe également une fréquentation accrue des enseignes – certes locales – de restauration rapide, le développement du grignotage hors des repas et la diminution du temps quotidien consacré aux repas et à la cuisine (Chikhi et Padilla, 2014).

## Le gaspillage des ressources humaines

Nous vivons dans un monde qui, bien que produisant de plus en plus de richesses, génère toujours plus d'inégalités socio-économiques. Ces dernières touchent des pans entiers de la société qui se retrouvent marginalisés, voire exclus des processus de développement. L'exclusion sociale et économique devient alors chronique. En effet, la majorité des populations pauvres du monde vivent dans les zones rurales et dépendent de l'agriculture comme moyen de subsistance. L'exclusion socio-économique se traduit par un nombre accru de demandeurs d'emploi, un manque d'instruction mais aussi de participation aux processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques. Il est impératif d'investir dans des programmes d'éducation des jeunes, de réhabiliter des approches agricoles raisonnées fondées sur la préservation des réservoirs savoirs locaux et de promouvoir des politiques de co-construction destinées à lutter contre les gaspillages de ressources humaines.

En lien avec cette situation d'inégale répartition des richesses se pose la question de l'emploi dans le monde. Le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 204 millions en 2015 (5,9 % de la population active mondiale), soit 30 millions d'individus de plus depuis la crise de 2008. Selon les *Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde. Tendances 2015* de l'Organisation internationale du travail (OIT), ce chiffre devrait continuer d'augmenter pour atteindre les 212 millions en 2019 (OIT, 2015b) : « le chômage va continuer d'augmenter dans les années à venir, l'économie mondiale étant entrée dans une nouvelle période qui cumule croissance lente, amplification

des inégalités et agitation sociale » (OIT, 2015b). De fait, les inégalités de revenu sont amenées à se creuser, avec 10 % des plus riches gagnant 30 à 40 % du revenu total mondial et 10 % des plus pauvres gagnant 2 à 7 % de ce revenu. Si cette situation de l'emploi s'est améliorée aux États-Unis et au Japon, elle reste difficile dans plusieurs économies avancées, surtout en Europe. Les trois quarts de l'emploi vulnérable<sup>2</sup> dans le monde sont concentrés en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Cette dernière n'a pas su profiter de la croissance économique pour créer suffisamment d'emplois. Dans certaines régions d'Amérique latine et des Caraïbes, les perspectives d'emploi se sont détériorées. De même, la situation de l'emploi demeure très défavorable en Méditerranée, notamment dans les pays arabes et en Europe du Sud.

Ce tableau aux perspectives bien incertaines montre une jeunesse particulièrement touchée par la crise. Après une période de progression rapide entre 2007 et 2010, le taux mondial de chômage des jeunes s'est stabilisé à 13 % entre 2012 et 2014, et sera probablement le même pour la période 2015-2019<sup>3</sup>. Parmi l'ensemble des régions du monde, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord possèdent les taux les plus élevés qui s'élevaient respectivement à 28,2 % et 30,5 % en 2014, ce qui représente un actif sur quatre depuis 1991 (OIT, 2015a). Ces chiffres sont largement supérieurs à la moyenne mondiale. Les jeunes femmes font face à des difficultés encore plus grandes avec un taux de participation au marché du travail de 25 % dans la région, battant ainsi le record du taux d'activité le plus faible au monde. Ce fléau représente sans nul doute un gaspillage de ressources humaines sans précédent.

Si l'on peut signaler la tendance positive, dans toutes les régions du globe, à la chute du nombre de travailleurs pauvres et de ceux occupant des emplois vulnérables, il est en revanche inadmissible que près de la moitié des travailleurs dans le monde soit toujours privée de l'accès aux produits et aux services de première nécessité et au travail décent. La situation de l'emploi des femmes pose la question de l'égalité homme-femme avec toutes les conséquences socio-économiques que cela implique. Nous l'avons déjà suggéré, cette tendance mondiale à l'accentuation des inégalités, qui touche aussi bien les zones rurales qu'urbaines, est due en partie à la crise de l'emploi et a pour effet l'augmentation du risque d'instabilité sociale, particulièrement aigu dans les pays et les régions comme la Méditerranée, où le chômage des jeunes est élevé ou en hausse.

Cette tendance au gaspillage d'un capital humain sous-utilisé (agrégation d'éléments immatériels aussi divers que l'expérience, le savoir-faire, les compétences ou encore la créativité) appelle des réponses où l'individu est au centre des programmes de développement (Sullivan, 2000). Le milieu rural, qui concentre les taux de pauvreté les plus importants, doit ainsi redevenir prioritaire, ce que consacre d'ailleurs le

---

2 - Selon le *Guide sur les nouveaux indicateurs d'emploi des objectifs du millénaire pour le développement* de l'OIT (2009), l'emploi vulnérable est une nouvelle grandeur qui mesure le nombre de personnes travaillant dans des conditions relativement précaires du fait de leur situation dans l'emploi. Deux statuts sont considérés comme « vulnérables », les travailleurs familiaux non rémunérés et les travailleurs pour leur propre compte, car ils sont moins susceptibles de posséder un emploi formel, ont généralement moins accès aux avantages sociaux ou aux programmes de protection sociale et sont plus exposés aux cycles économiques.

3 - Les estimations mondiales et régionales se fondent sur le groupe d'âge des moins de 24 ans pour définir les jeunes.

nouveau cadre des objectifs de développement durable (ODD). Ruraux, agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, forestiers et leurs organisations sont capables d'innover et de produire localement des solutions afin de s'adapter aux changements de tous ordres. L'une des réponses à cette crise de l'emploi est d'offrir au milieu rural les conditions optimales pour qu'il puisse redevenir un moteur de développement social et économique. La réhabilitation d'approches agricoles durables et raisonnées, dont l'agriculture familiale est pourvoyeuse, peut aider les populations rurales, et notamment les jeunes, à se maintenir sur leurs territoires. Investir massivement dans ce secteur, et notamment dans la petite agriculture familiale, pour créer des emplois productifs représente une manière efficace de lutter contre les inégalités en croissance.

La lutte contre le gaspillage en capital humain comprend également la sauvegarde et le développement de nouveaux savoirs, définis comme un ensemble de connaissances en perpétuelle évolution. Il importe d'œuvrer pour établir un équilibre entre capitalisation du savoir existant et investissement dans la création de nouveaux savoirs. Les milieux ruraux renferment des réservoirs de savoirs considérables qu'il est urgent de faire connaître et de partager, afin de les protéger. Si leur importance paraît évidente, l'attention que l'on porte aux problématiques liées à la connaissance est récente. En 1996, Anne Stuart (1996) annonçait la transition d'une économie industrielle à une économie « fondée sur la connaissance ». Mais, comme l'affirme l'OCDE, parlant de l'économie de la connaissance, « c'est seulement ces dernières années que son importance, qui va grandissante, a été reconnue ». Le savoir est désormais reconnu comme moteur de la productivité et de la croissance économique.

## **Vers de nouveaux systèmes de connaissance et de nouvelles politiques inclusives**

### **Un nouveau système de connaissance fondé sur les innovations agricoles**

Nous l'avons mentionné au début de ce chapitre, l'accumulation, la transmission et la confrontation des savoirs ont depuis toujours été au fondement de la pratique agricole et de l'évolution des systèmes de production. Les progrès de la science, qui sont l'une des causes de la révolution industrielle, ont permis l'industrialisation de l'agriculture et le développement d'une industrie alimentaire, et ont façonné l'actuel système alimentaire mondialisé. Peu à peu, mais de manière toujours plus intense, les avancées techniques en agriculture sont l'œuvre de laboratoires, de centres de recherche et d'expérimentation, publics ou, de plus en plus souvent, privés. Ces centres du savoir et de la puissance économique ont systématiquement proposé des paquets technologiques dont l'adoption est rapidement devenue la condition de la performance économique des agriculteurs et de leur pérennité face à la concurrence mondiale. La source du savoir agricole a ainsi progressivement échappé aux agriculteurs qui sont devenus des récepteurs de technologies conçues par d'autres et des agents d'exécution au sein d'un ordre économique dominé par des agro-industries de plus en plus concentrées et puissantes. En Europe et aux États-Unis, l'industrialisation de l'agriculture et de l'alimentation s'est opérée à la faveur de soutiens publics massifs (subventions et protections tarifaires, mais aussi formation et encadrement

technique et économique des agriculteurs) qui, après la seconde guerre mondiale, ont modelé un secteur agricole performant, industrialisé, mais au poids démographique décroissant, au gré de l'exode rural et de la concentration des structures foncières.

Il n'en est pas allé de même dans les zones tropicales de l'Afrique où les progrès scientifiques n'ont servi qu'à la modernisation des productions de rentes dominées par les intérêts des puissances coloniales, françaises et anglaises principalement. La grande masse des agriculteurs du monde s'est ainsi trouvée mise à l'écart du progrès technique fondé sur la science, soit parce que les découvertes ne pouvaient pas être appliquées aux agricultures en raison de leurs conditions matérielles particulières (sols, climats, infrastructures, etc.), soit encore parce que les conditions économiques de la petite agriculture vivrière, majoritaire en zone tropicale, ne permettaient pas leur mise en œuvre (capacité d'investissement, termes de l'échange et rapports de prix défavorables, etc.). Après les indépendances en Afrique, les écarts de développement entre les anciennes puissances coloniales et leurs anciennes colonies donnèrent lieu à une revendication mondiale pour l'instauration d'un nouvel ordre économique, moins inégalitaire. Si le camp socialiste donnait la priorité à la reprise en main par l'État des moyens de production, et, plus spécifiquement, aux réformes foncières, aux grands investissements et à l'encadrement des paysanneries dans le domaine agricole, le camp libéral misait quant à lui davantage sur la notion de rattrapage prévue par la théorie linéaire du développement de l'économiste américain Walt Whitman Rostow (1962). Les institutions de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale) furent chargées d'accompagner financièrement cette vision où les économies étaient vouées à progresser par étapes.

S'agissant de l'agriculture des pays pauvres tropicaux, les théories linéaires du développement se sont traduites par l'idée que le retard accumulé pouvait être comblé par la mise en place d'une chaîne de savoir linéaire, descendante, reliant la science et ses découvertes aux agriculteurs, tout au long de laquelle les connaissances nécessaires au développement se transmettraient de façon accélérée. Des paquets techniques conçus par la recherche agronomique internationale et adaptés aux conditions tropicales furent disséminés par les agents de services publics de vulgarisation qui avaient pour mission de convaincre les agriculteurs de les adopter. Cette méthode de « *training and visit* » formalisée par Daniel Benor en 1977 fut mise en œuvre de manière très large dans les années 1970 et le début des années 1980. Elle accompagna ce que l'on a appelé la révolution verte et contribua à l'augmentation notable de la production agricole et à l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale. Mais ces progrès furent circonscrits aux zones agricoles tropicales les mieux dotées en ressources, notamment les zones irriguées ou à forte pluviométrie d'Asie de l'Est et du Sud-Est et d'Amérique latine. Ailleurs, et notamment en Afrique, la révolution verte fut quasiment inexistante. Dans les zones où elle fut à l'œuvre, elle accéléra la différenciation sociale, la concentration des terres et l'exode ou la paupérisation des petits agriculteurs qui n'avaient pas les moyens d'investir dans les nouveaux paquets techniques. Mais le principal écueil que rencontra la généralisation de la révolution verte apparut au fil des ans : les systèmes de vulgarisation réclamés par la méthode Benor, qui exigeaient une armée d'agents, devinrent vite très coûteux pour les

finances publiques, et ce d'autant plus qu'à partir de la fin des années 1970, le monde entra dans l'ère des ajustements structurels et du démantèlement des services de l'État. Les grandes institutions financières qui avaient contribué au financement de ces systèmes exigèrent des gouvernements qu'ils baissent drastiquement leurs dépenses en échange d'une aide budgétaire destinée à réduire les déficits publics. La révolution verte avait vécu et les petits agriculteurs des zones tropicales se sont retrouvés livrés à eux-mêmes, face aux jeux de la mondialisation et de la concurrence internationale.

Les insuffisances de la révolution verte et la faillite des systèmes de vulgarisation dans les zones tropicales, d'une part, les excès de l'industrialisation de l'agriculture dans les pays riches, d'autre part, remettent en cause la conception d'un progrès technique piloté par la science et transmis aux agriculteurs le long de chaînes de savoir descendantes. À la notion de progrès technique se substitue celle d'innovation qui place de nouveau les acteurs économiques au centre de la scène : la question n'est plus de savoir comment transmettre les résultats de la science aux utilisateurs mais comment les agriculteurs et les entrepreneurs peuvent eux-mêmes favoriser le changement et l'innovation. C'est notamment l'approche développée par la FAO des champs-école paysans qui aident les petits agriculteurs, à partir d'expérimentations, à mieux comprendre « comment les choses fonctionnent ». L'initiative leur permet d'identifier ensemble les problèmes, de trouver des solutions et d'élaborer des stratégies communes de changement. Cependant, l'expérience montre que cette communauté de petits producteurs doit être portée par un engagement actif de l'ensemble des membres, par un partage des valeurs et une adhésion pleine et entière à une mission commune qui procure des bénéfices mutuels équitablement répartis (Herbel *et al.*, 2012).

On assiste dès lors à une revalorisation des savoirs empiriques et pratiques des agriculteurs car l'innovation n'est effective que si elle se greffe sur ces savoirs. Ce sont donc de nouveaux types de systèmes de connaissance et d'innovation qui sont élaborés, au sein desquels se conjuguent savoirs empiriques de praticiens et savoirs scientifiques de chercheurs. Dans le même temps, les exigences de protection des ressources naturelles, d'adaptation au changement climatique et de lutte contre les inégalités remettent en cause les acquis scientifiques des dernières décennies plutôt orientés vers l'exploitation intensive des ressources et l'artificialisation des milieux. Dès lors, les savoirs traditionnels, ou mieux, les savoirs écologiques accumulés par les agriculteurs au fil du temps apparaissent comme un atout irremplaçable pour la mise en place d'une agriculture alternative, respectueuse des équilibres au sein des agro-écosystèmes et pourvoyeuse d'emplois décents. L'innovation sociale, fondée sur les valeurs de solidarité, d'équité et d'émancipation, s'affirme comme une urgente nécessité. La notion de renforcement des capacités tend à remplacer celles, plus descendantes, d'instruction ou de vulgarisation : le transfert des connaissances fait place au partage des connaissances. La fonction d'intermédiaire du savoir (*knowledge broker*) devient centrale. Les nouveaux systèmes de connaissance et d'innovation réunissent, sur un pied d'égalité, praticiens de base (agriculteurs ou entrepreneurs), chercheurs et intermédiaires du savoir autour de projets communs où chacun trouve son compte. Car il ne s'agit pas de brouiller les lignes entre les différents métiers

mais de faire en sorte que chacun d'entre eux puisse s'exercer en tirant partie des compétences et des acquis des autres. C'est à cette condition que pourra naître rapidement une innovation durable et efficace, y compris l'innovation sociale et organisationnelle, destinée à corriger les disparités.

Il est intéressant de constater que la Commission européenne s'est fixé comme objectif de mettre en place au sein de l'Union européenne des systèmes de connaissance et d'innovation agricoles répondant à ces caractéristiques, à travers une initiative novatrice connue sous le nom de Partenariat européen pour l'innovation (cf. encadré *infra*). Expérimentées en différents endroits de la planète<sup>4</sup>, d'autres initiatives comme celle-ci constituent une base d'expériences et une source d'inspiration, propices à l'émergence des nouveaux modèles agricoles dont la planète et l'humanité ont le plus grand besoin.

### Le Partenariat européen pour l'innovation

Le Partenariat européen pour l'innovation (PEI), initiative de la direction générale de l'Agriculture et du Développement rural de la Commission européenne, vise à améliorer l'impact de la science sur le développement en hybridant les savoirs scientifiques et les savoirs pratiques. Elle prévoit la mise en place de :

- groupes opérationnels réunissant autour d'un même projet des acteurs de différentes origines (agriculteurs, entrepreneurs, chercheurs, enseignants, techniciens, etc.) ;
- réseaux thématiques réunissant les groupes opérationnels de l'UE qui travaillent sur des sujets identiques ou similaires afin de favoriser les échanges d'expérience ;
- ressources en ligne faisant le point sur l'état de la recherche scientifique et technique sur des sujets d'intérêt commun ;
- projets de recherche multi-acteurs tournés vers la mise au point d'innovations techniques et/ou sociales.

Ces volets sont financés par le budget du deuxième pilier de la politique agricole commune (groupes opérationnels et leur mise en réseaux, ressources en ligne) et par le budget de la Commission consacré à la recherche (*Horizon 2020*), rare exemple très intéressant de convergence explicite et construite entre deux politiques de l'UE.

## Vers des politiques agricoles et alimentaires intégrées

Nombre de régions du monde, à commencer par la région méditerranéenne, sont marquées par diverses crises politiques, économiques, environnementales et sociales. La nature de ces crises conduit à repenser la question de la sécurité alimentaire comme facteur déterminant de la stabilité et donc celle de l'importance à donner aux politiques publiques agricoles. Face aux gaspillages de tous ordres, de la connaissance, des ressources alimentaires ou des ressources naturelles, et face aux disparités croissantes dans les zones rurales et urbaines, une politique unique et sectorielle semble

4 - Citons par exemple les démarches de recherche participative, les expériences d'« agriculteurs chercheurs », les réseaux mixtes technologiques du ministère français de l'Agriculture, les projets déjà anciens visant à favoriser les échanges entre agriculteurs (mouvement « *de campesino a campesino* »), les méthodes d'expérimentation en milieu réel non contrôlé, etc.

insuffisante pour répondre à ces défis. Il est donc impératif de se tourner vers des politiques intersectorielles et inclusives reposant sur des approches participatives dans lesquelles tous les acteurs, non étatiques inclus, soient parties intégrantes des processus de décision. Les pouvoirs publics, tout en restant moteur des réformes, doivent mobiliser toutes les forces afin que ces politiques soient équilibrées, novatrices, inclusives, formulées et mises en œuvre de manière participative.

Un changement de paradigme est donc de mise. Concernant l'agriculture et le développement rural, il permettrait de passer d'une approche technicienne à une approche holistique et territoriale, tout en prenant en compte les dimensions sociales, économiques et politiques du développement. Les populations locales deviendraient alors les véritables acteurs du développement de leurs territoires. Pour ce faire, les gouvernements nationaux et locaux doivent élaborer des politiques davantage tournées vers la valorisation des produits et le développement rural en synergie avec le développement urbain, plutôt qu'orientées uniquement vers la production agricole. Ces politiques doivent également prévoir des mesures spécifiques en faveur de la petite agriculture et de l'agriculture familiale, tout en instaurant un cadre législatif qui offre à l'agriculture familiale et à la petite agriculture une existence légale et un soutien.

L'accès au financement et aux ressources d'investissement constitue le plus grand obstacle pour les agriculteurs familiaux méditerranéens. La part du financement de l'agriculture dans les finances publiques est très faible, comparée à la contribution de l'agriculture à l'économie. Pour que le nouveau paradigme fondé sur des approches agricoles et fonctionnelles inclusives (agriculture familiale et agroécologie) puisse se développer, les États de Méditerranée et d'ailleurs doivent accroître les investissements agricoles responsables<sup>5</sup> dans les zones rurales pour construire les infrastructures nécessaires et mettre en place un environnement politique, économique et social favorable. À ce titre, plusieurs actions sont nécessaires.

- Sur le plan financier, il faut renforcer les institutions financières existantes, promouvoir des mécanismes de services financiers inclusifs à travers la mise en place de prêts simplifiés et adaptés aux réalités des familles d'agriculteurs et développer les installations de micro-crédit en milieu rural ; mettre en place des procédures gouvernementales de crédit afin d'encourager les banques à prêter aux petits agriculteurs familiaux, ainsi que des systèmes d'assurance et de garantie pour réduire le risque de crédit ; orienter les finances publiques vers le soutien aux différentes formes d'agriculture durable incluant l'agriculture familiale en offrant des compensations aux agriculteurs en retour des services environnementaux qu'ils rendent à la société.
- Concernant le développement d'organisations de producteurs, il s'agit d'offrir plus d'espace de négociation à ces organisations en portant une attention particulière à celles qui représentent la petite agriculture et l'agriculture familiale ; de soutenir le développement d'organisations de producteurs et de coopératives indépendantes économiquement et financièrement ; de s'appuyer sur des partenariats avec la société

---

5 - Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a approuvé les « principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires » le 15 octobre 2014.

civile pour fournir des services aux agriculteurs familiaux. Ces organisations peuvent jouer un rôle important dans la fourniture de services de vulgarisation, de commercialisation et de protection sociale, laquelle fait souvent l'objet dans les zones rurales de projets trop fragmentés.

– En direction de la jeunesse, il est primordial d'investir davantage dans le développement d'infrastructures rurales pour attirer de nouvelles entreprises et créer des opportunités d'emploi en dehors de la ferme ; de développer des programmes ciblant les jeunes agriculteurs, qui leur fournissent un accès privilégié à la terre, au crédit et aux connaissances techniques.

– Il importe enfin de mettre en œuvre des directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le but d'assurer la sécurité alimentaire nationale ; de développer des programmes économiques incitatifs en direction des agriculteurs, qui encouragent les approches agricoles raisonnées fondées sur la préservation des réservoirs de savoirs locaux. Ces programmes pourraient faire partie de politiques co-construites avec les acteurs clés, notamment les producteurs familiaux et leurs organisations.

## Conclusion

La lutte contre le gaspillage des savoirs et des ressources humaines est un thème encore trop peu abordé et traité. Ce chapitre a tenté de brosser un tableau de ces savoirs et leur évolution au fil du temps en mettant en lumière quelques inflexions et innovations souhaitables, y compris d'ordre politique. Bien que mis à mal par la mondialisation qui pousse à l'uniformisation, les savoirs locaux résistent et une certaine prise de conscience s'opère sur leurs apports, en faveur de la durabilité des systèmes alimentaires notamment. L'hybridation et la mutualisation des savoirs, ainsi que la mise en place de politiques inclusives constituent une réponse aux crises nombreuses et profondes que le monde traverse aujourd'hui. Les savoirs n'existent que s'ils sont mis en œuvre. Leur sauvegarde contribue à la production de nouvelles connaissances, car l'innovation sera favorisée si l'on tient compte des réservoirs de savoirs disponibles.

La situation économique mondiale est aggravée par les disparités de revenus. Les écarts entre riches et pauvres ne font que se creuser dans un monde qui, pourtant, dispose de biens, y compris alimentaires, en quantités suffisantes. L'insécurité alimentaire, aiguë dans les zones rurales, se propage aujourd'hui vers les centres urbains. Cette tendance nous force à appréhender cette problématique dans sa dimension globale et à compléter ainsi les traditionnelle approches sectorielles (urbain, rural, agriculture) sans pour autant les éliminer.

Dans le cadre de ce nouveau paradigme intégré et fonctionnel, il est urgent de renforcer la gouvernance de la sécurité alimentaire par la mise en place d'approches territoriales, tout en encourageant l'intégration et la connectivité des régions et des populations marginalisées. Cette approche synergique essentielle, qui trouve son fondement dans la reconnaissance de la diversité des savoirs, offre l'avantage de prendre en compte les spécificités contextuelles. Elle permet aussi d'optimiser les connexions,

tout en prônant le développement de systèmes alimentaires intégrés. Enfin, en étant fondée sur le développement de systèmes de gouvernance décentralisés, elle donne la possibilité aux acteurs locaux de renforcer leurs capacités et leur pouvoir de participation aux prises de décision. La mise en place d'espaces de dialogue permettra ainsi de réduire les distances entre décideurs et communautés locales.

## Bibliographie

- Al-Riffai (P.) (2015), « How to Feed Egypt », *Cairo Review of Global Affairs*, 5 juillet.
- Benor (D.), Harrison (J. Q.) et Baxter (M.) (1984), *Agricultural Extension. The Training and Visit System*, Washington (D. C.), Banque mondiale, 1984.
- Chikhi (C.) et Padilla (M.) (2014), « L'alimentation en Algérie. Quelle forme de modernité ? », *New Medit*, 13 (3), p. 50-58.
- FAO (2010-2011), *State of Food and Agriculture : Closing the Gender Gap*, Rome, FAO.
- FAO (2014a), *La Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*, Rome, FAO.
- FAO (2014b), *Situation de l'agriculture et de l'alimentation dans le monde*, Rome, FAO.
- Feintrenie (L.) et Affholder (F.) (2014), « Contribuer aux systèmes écologiques et sociaux », dans J.-M. Sourisseau (dir.), *Agricultures familiales et mondes à venir*, Paris, Quae, p. 97-110.
- Herbel (D.), Crowley (E.), Ourabah Haddad (N.) et Lee (M.) (2012), *Institutions rurales innovantes : pour une meilleure sécurité alimentaire*, Rome, FAO-IFAD.
- Hervieu (B.) et Purseigle (F.) (2013), *Sociologie des mondes agricoles*, Paris, Armand Colin.
- Levi-Strauss (C.) (1968), *Mythologiques III. L'origine des manières de table*, Paris, Plon.
- Marzin (J.), Daviron (B.) et Rafflegeau (S.) (2014), « Agricultures familiales et autres formes d'agriculture », dans J.-M. Sourisseau (dir.), *Agricultures familiales et mondes à venir*, Paris, Quae, p. 75-92.
- Mauss (M.) (1950), *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Paris, PUF.
- Mazoyer (M.) et Roudart (L.) (1997), *L'Histoire des agricultures du monde*, Paris, Seuil.
- OIT (2015a), *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes. Accroître les investissements dans l'emploi décent pour les jeunes*, Genève, Organisation internationale du travail (OIT).
- OIT (2015b), *Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde. Tendances 2015*, Genève, Organisation internationale du travail (OIT).
- Rasse (P.) et Debos (F.) (2006), « L'alimentation, fait total de la communication planétaire », *Communication. Revue en ligne de l'Université Laval*, 25 (1).
- Rastoin (J.-L.) et Gherzi (G.) (2010), *Le Système alimentaire mondial. Concepts et méthodes, analyses et dynamiques*, Paris, Quae.

Rostow (W. W.) (1962), *Les Étapes de la croissance économique : un manifeste non communiste*, Paris, Seuil.

Stuart (A.) (1996), « Knowledge Management », *CIO Magazine* [<http://www.cio.com/cio>].

Sullivan (P. H.) (2000), *Value-Driven Intellectual Capital : How to Convert Intangible Corporate Assets into Market Value*, New York (N. Y.), John Wiley and Sons.

Weber (M.) (1991), *Histoire économique : esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, Paris, Gallimard.